

TRIBUNE Socialiste

Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

LUMUMBA :

Le délégué français
s'était élevé à l'O.N.U.
contre sa libération...

LE PETIT "SOMMET" DU GÉNÉRAL

DÉCIDÉMENT notre Général-Président n'a pas de chance ! Pour une fois il était très conciliant. Son « féal » de Matignon était d'une amabilité inaccoutumée. Son « commis » du Quai était d'une politesse exquise. Ils ont réussi ensemble à vaincre la méfiance du chancelier Adenauer, à inspirer de l'admiration au Président du Conseil italien et à convaincre les Premiers Ministres du Benelux. Tout semblait donc arrangé. Il ne restait qu'à établir le communiqué final. Ce dernier devait consacrer le triomphe de la thèse de Gaulle.

À la dernière minute tout a craqué ! Le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas a refusé de signer le texte proposé. La « décision » est renvoyée à une autre réunion « au sommet » de l'Europe des Six. Elle est fixée au 19 mai à Bonn. Une commission a été cependant désignée pour préparer des propositions concrètes sur la coopération politique de l'Europe. Mais aucune des suggestions faites par le Président de la République n'a été retenue, du moins dans le texte du communiqué.

On sait que le général de Gaulle est un adversaire résolu de « l'Europe intégrée », de la « Fédération de la petite Europe ». Il n'accepte pas la constitution d'organes supra-nationaux en général. Il est foncièrement hostile à la création d'un organe supra-national politique. Par contre, il admet « l'Europe des Patries », c'est-à-dire une vague coalition politico-militaire, à condition toutefois que ce soit lui le « Guide » de cette « Association ». A cet effet il a proposé, l'année dernière, à ses partenaires, des réunions périodiques des Chefs d'Etat ou de Gouvernement.

Le chancelier d'Allemagne a repoussé catégoriquement la prétention du Président de la République au « leadership » de l'Europe. Cette méfiance s'est répandue aussi dans les autres chancelleries de la « petite Europe ». Ce sentiment a été d'autant plus fort que la proposition du général de Gaulle venait à la suite de l'échec patent d'une autre initiative du Chef de l'Etat français. N'avait-il pas auparavant proposé au général Eisenhower et à Macmillan la constitution d'un triumvirat pour diriger la coalition atlantique ?

Cette méfiance à l'égard de la France gaulliste était en outre alimentée par les manifestations d'une certaine anglophobie du Général et de sa réserve vis-à-vis des Etats-Unis. Or, les Etats de la petite Europe ne peuvent pas se permettre le luxe de repousser la Grande-Bretagne et d'ignorer l'Amérique du Nord.

Il a fallu que le Président de la République consacre plusieurs mois à des efforts de persuasion et qu'il fasse beaucoup de concessions — du moins verbales — à l'esprit intégriste, pour que cette méfiance à son égard se dissipât. Il a finalement obtenu que les « Six » se réunissent à Paris pour accepter de nouvelles propositions.

Il n'était toujours pas question d'organes « supra-nationaux ». Les réunions périodiques des Chefs d'Etat ou de Gouvernement ne pourraient prendre des décisions qu'à l'unanimité ! Mais un Secrétariat permanent serait créé pour préparer les réunions des « Chefs », ainsi que des Ministres des Affaires étrangères, de la Défense, de l'Education Nationale.

Mais in-extremis, les représentants des Pays-Bas ont mis leur veto. Craignent-ils que l'« Europe des Patries » du général de Gaulle ne rende impossible la future « intégration » ? Ou bien cette opposition de dernière heure a-t-elle été préparée d'avance... pour permettre à certains participants à la Conférence de se dégager des promesses faites auparavant ? C'est que les élections ont lieu cette année en Allemagne...

QUOI qu'il en soit, le « petit Sommet » de Paris a été un échec pour le général de Gaulle. Et le communiqué déclare même que l'Europe des Six est prête à s'ouvrir à d'autres Etats et en particulier à la Grande-Bretagne... ce qui n'est pas du tout agréable à notre Général-Président.

Devons-nous regretter cet échec ? Je ne le pense pas. S'il s'agissait d'une Fédération Socialiste de l'Europe ou d'une partie de l'Europe nous aurions été les premiers à travailler à sa constitution.

Mais « l'Europe intégrée », telle qu'on veut la construire, ou « l'Europe coalisée » telle que le général de Gaulle la préconise, c'est tout autre chose.

De plus, elle comprendrait l'Allemagne avant que le problème de ses frontières soit définitivement réglé. Et cela représente un très grand danger pour la paix.

La frontière orientale de l'Allemagne — la frontière Oder-Neisse — n'est reconnue officiellement que par l'U.R.S.S. Ni les Etats-Unis, ni la Grande-Bretagne, ni la France ne l'ont encore confirmée.

Certes, le général de Gaulle y a fait allusion dans une de ses déclarations radiotélévisées. Mais officiellement la France ne l'a pas annoncé. Or, les Allemands n'acceptent pas cette frontière. Et aussi longtemps que les Alliés ne se seront pas prononcés formellement, l'Allemagne se dira en droit de revendiquer les territoires qui sont attribués à la Pologne — par les accords de Potsdam (« jusqu'au règlement définitif de la question par le traité de paix à venir »).

D'autre part, l'Allemagne est divisée en deux. Rien ne permet d'entrevoir une unification prochaine. Mais rien ne peut empêcher les Allemands de vouloir se réunir. Il suffit que des événements semblables à ceux de Pologne, en octobre 1956, ou de Hongrie, en novembre de la même année, se produisent en Allemagne de l'Est, pour que les Allemands de l'Ouest — et c'est compréhensible — tentent de venir au secours de leurs compatriotes. Dans ce cas, l'Europe « intégrée » ou la « Fédération Européenne » ou la « Confédération Européenne » ou même « l'Europe associée » à la manière gaulliste serait inévitablement entraînée dans un conflit avec l'U.R.S.S. Bien qu'acceptant les liens économiques établis entre les « Six » par le « Marché Commun » et par l'accord « Acier-Charbon », je crois dangereux de préconiser ou d'approuver des liens politiques, étant donné la situation actuelle de l'Allemagne.

Et cela d'autant plus que le réarmement de l'Allemagne, autorisé par les Alliés à la légère, favorise dans ce pays la renaissance rapide de l'esprit militariste, voire même des sentiments nostalgiques à l'égard du IIIe Reich !

PUISQUE je parle de militarisme il me semble nécessaire d'élever ici une véhémence protestation contre la dernière manifestation de l'indépendance de l'appareil militaire de notre pays. L'affaire de l'avion soviétique « intercepté » en Méditerranée n'est pas encore terminée. Les « regrets sincères » exprimés par notre gouvernement n'ont pas satisfait l'U.R.S.S. D'ailleurs, « l'enquête continue ».

Cette affaire est naturellement en rapport avec la guerre d'Algérie. Aussi longtemps que les hostilités s'y poursuivront, nous aurons continuellement des incidents avec les bateaux et les avions étrangers qui passent dans la région. Cependant, le dernier « accident » est particulièrement sérieux.

Ou bien les instructions données aux aviateurs de la chasse française sont tellement impératives et leur exécution si automatique que n'importe quel « exécutant » peut, même sans le vouloir, provoquer des incidents. Ceux-ci peuvent ne pas conserver toujours un caractère diplomatique et la France prend ainsi de terribles risques, ce que l'on ne saurait admettre.

Ou bien, les « services intéressés » savaient que l'avion russe transportait le Chef de l'Etat Soviétique en route pour le Maroc. Dans ce cas il s'agit d'un acte délibéré de provocation de la part d'un Etat-Major qui aurait cherché à susciter une tension entre la France et l'U.R.S.S. et peut-être aussi entre la France et le Maroc.

Les plus sévères sanctions s'imposent !

La France pâtit encore des conséquences de l'affaire de l'avion de Ben Bella. On n'a pas oublié non plus le criminel bombardement aérien de Sakhiet-Sidi-Youssef. Guy Mollet et Félix Gaillard ont honteusement couvert ces initiatives des « services intéressés ». Est-ce que cette fois le Chef de l'Etat s'inclinera devant eux ?

On frémit à la pensée qu'un jour la bombe nucléaire « cent pour cent française » pourrait se trouver entre les mains d'hommes aussi irresponsables et dangereux.

Oreste ROSENFELD

ENCORE ET TOUJOURS LA PAUPÉRISATION

LE Parti communiste français — on s'en souvient — fut un des plus zélés des partis communistes occidentaux à propager la théorie de « la paupérisation absolue et relative » de la classe ouvrière, découverte à la fin de l'ère stalinienne par les théoriciens soviétiques ressuscitant au milieu du XX^e siècle la théorie de Lasalle sur la loi d'airain des salaires. Après une relative éclipse — due sans doute aux changements intervenus dans la théorie économique soviétique après le XX^e congrès du P.C.U.S., — les communistes français reviennent maintenant à la charge dans le numéro de janvier 1961 des « Cahiers du Communisme » intitulé « Recherches sur la paupérisation ». Il faut le dire tout de suite : ce numéro ne justifie pas toutes les craintes qu'on pouvait avoir sur ce terrain. La défense de « la paupérisation absolue et relative » de la classe ouvrière s'opère avec suffisamment de souplesse pour qu'on puisse parler en fait d'un révisionnisme honteux et caché, en cette matière, de la part de nos orthodoxes.

L'abandon

d'une vieille théorie

Il n'est plus du tout question de s'en tenir à la théorie absurde et insoutenable — pourtant défendue par la première édition du Manuel d'économie politique de Moscou — d'une baisse continue et absolue du salaire réel. Dans un article qui ne manque pas d'intérêt Roger Garaudy lui-même est amené à définir la paupérisation absolue « comme l'aliénation croissante non seulement du travail, mais de la vie même du travailleur ». Ainsi conçue — et largement conçue — la paupérisation absolue recouvre tous les processus de déshumanisation par lesquels le Capital se reproduit sans cesse comme Capital, c'est-à-dire maintient les salariés dans des chaînes qui les obligent à se faire les serviteurs et même, les esclaves de l'accumulation des richesses sociales qu'une couche limitée d'exploiteurs s'approprie et exploite à son profit,

et cela malgré la marche vers une société de l'abondance qui ne fait que mieux ressortir par contraste la condition de parias des producteurs, tenus à l'écart du contrôle de la production et de la répartition de ces richesses. On ne peut que donner raison aux auteurs, lorsqu'ils attirent l'attention sur les effets graves de l'intensification du travail pour la santé des travailleurs, sur la dégradation des loisirs depuis la libération — le temps libre prenant indubitablement l'aspect d'une récupération psychique et physique laissant peu de place à la culture. Ils n'ont pas tort

par Jean-Marie VINCENT

non plus de souligner l'effet asservissant des nouveaux modes de rémunération introduits depuis quelques années dans les entreprises et de s'opposer à l'idée profondément mécaniste d'une amélioration continue de la condition ouvrière tant sur le plan du niveau de vie que des rapports de travail. Dans ses mouvements cycliques et alternatifs le Capital, en effet, ne considère jamais comme une donnée intangible le niveau de vie atteint par la classe ouvrière ou les salariés en général et seules les luttes syndicales d'envergure peuvent empêcher une dégradation sensible du niveau de vie, lorsque certaines circonstances favorables — chômage ou vague de nationalisation — permettent au patronat de lancer des contre-offensives généralisées, souvent avec l'aide de l'Etat. Il n'est donc pas possible de s'en tenir à la vue simpliste selon laquelle la classe ouvrière d'aujourd'hui serait intégrée à la société bourgeoise, parce qu'elle peut depuis peu utiliser certains biens de consommation (automobiles, télévision, appareils ménagers, etc.) qui lui étaient refusés jusqu'alors. La transformation des besoins liée à la transformation du mode de vie n'implique aucune transformation fondamentale des rapports de subordination et de dépendance imposés aux ouvriers, et cela même si certaines couches ouvrières peuvent se laisser prendre à l'illusion d'une libération possible par le simple fait du progrès technique.

Une incapacité foncière ?

Est-ce à dire que, mise à part une question de terminologie, nous pouvons accepter l'intégralité des positions défendues dans ce numéro des « Cahiers du Communisme » ? Non, car, subrepticement, certaines des vues les plus négatives de la période 1955-1957 continuent à être popularisées, en particulier dans les articles d'Henri Claude et de Maurice Bouvier-Ajam. Nous faisons allusion ici à la théorie selon laquelle la satisfaction des besoins nouveaux s'opère au détriment des besoins anciens, en particulier au détriment des besoins vestimentaires et alimentaires, ce qui est partiellement vrai pour des périodes relativement courtes, mais totalement faux si on considère des périodes plus longues. On nous fera peut-être remarquer qu'il s'agit d'une divergence mineure et que l'important reste le rejet de la théorie de la baisse plus ou moins continue du salaire réel. Or, nous ne sommes pas du tout convaincu que cette divergence soit mineure, car cette position a pour conséquence logique de faire mettre l'accent sur les besoins anciens dans les campagnes revendicatives, et cela au détriment des besoins nouveaux. Cette position est en outre à relier au refus — plus ou moins conséquent — du P.C.F. de se battre pour des revendications transitoires qui font le pont entre la revendication catégorielle immédiate et la revendication socialiste qui cherche l'ébranlement du pouvoir bourgeois. En ce sens la phraséologie autour de « la paupérisation absolue », sous des dehors révolutionnaires, ne cache-t-elle pas une incapacité foncière à poser les problèmes de la réalisation du socialisme dans un pays capitaliste avancé ? Ne peut-on pas se demander si les communistes, après avoir longtemps reproché à certains socialistes d'avoir creusé un fossé entre l'action quotidienne et la lutte pour le socialisme réservée aux discours dominicaux, ne sont pas eux-mêmes installés dans cet état d'immobilisme ?

L'ÉMISSAIRE

QUE savons-nous de nouveau, par rapport à la semaine dernière, sur la future rencontre de Gaulle-Bourguiba ?

Pas grand-chose à vrai dire, et l'impression générale est que l'on n'a pas beaucoup avancé. Aucune date précise n'a encore été annoncée. Il apparaît ainsi plus clairement que, comme nous l'avions laissé entendre, seul le principe de cette rencontre a été arrêté et rendu public sans doute un peu plus tôt qu'il n'était prévu. Mais de nombreux échanges doivent encore avoir lieu avant qu'un nouveau pas en avant ait été accompli.

M. Masmoudi, envoyé en reconnaissance, est rentré à Tunis. Avant de rendre compte à Bourguiba en Suisse, il s'entretient avec les membres du G.P.R.A., notamment Ferhat Abbas, rentré de son voyage en Asie.

Pourquoi ces délais ? Ils ne doivent pas nous surprendre ni, jusqu'à présent, nous inquiéter. La rencontre Bourguiba-de Gaulle ne peut pas se substituer à la négociation directe entre la France et le G.P.R.A. Elle n'a de sens, aux yeux des Tunisiens comme des Algériens, que si elle sert d'une manière ou de l'autre à rapprocher cette négociation et à la préparer. « J'irai à Paris si cette visite doit vraiment servir la cause de la paix en Algérie », vient de déclarer Bourguiba à Zurich.

L'hebdomadaire Afrique-Action, celui précisément qui fut à l'origine de la « fuite » sur la prochaine rencontre, a fait à ce sujet la semaine dernière, au moment même où Masmoudi se trouvait à Paris, une mise au point dont il vaut la peine de reproduire ces quelques lignes :

« Entre les fonctions algériennes et tunisiennes il n'existe aucune divergence d'intérêts qui puisse permettre, si quelqu'un en avait le désir, de séparer le G.P.R.A. du gouvernement tunisien, la Tunisie de l'Algérie.

L'objectif commun, c'est l'indépendance de l'Algérie par la négociation directe entre de Gaulle et le F.L.N. La volonté commune, c'est de hâter le moment de la négociation pour rapprocher l'heure de la paix. »

Les Tunisiens, cela paraît clair, sont animés par leurs préoccupations : faire quelque chose, prendre une initiative qui conduise à la négociation, mais, d'autre part, éviter que cette initiative ne soit considérée comme une occasion de manœuvre. D'où les va-et-vient et les entretiens pour multiplier les précautions.

On lira d'autre part le texte relatif à ces derniers événements que le C. P.N. du P.S.U. a adopté dimanche dernier 12 février.

Parlant de l'Algérie, il convient d'ajouter quelques réflexions sur l'arrestation des assassins de M^r Popie.

Ils sont identifiés. Il s'agit d'un ancien légionnaire et d'un membre des Unités Territoriales qui avait pris un engagement dans un service dont l'existence nous est, du même coup, révélée. Nous apprenons en effet que l'armée, outre les unités régulières, outre les U.T., reprend à son service des volontaires qu'elle utilise pour certaines besognes dont il est facile de deviner la nature. L'assassin de M^r Popie était un des gardiens du camp d'internement de Berrouaghia. Il apparaît donc que la prolongation de la guerre d'Algérie et sa nature ont conduit les autorités militaires et civiles à multiplier ces sortes de « unités parallèles » dont il est facile de comprendre qu'elles échappent à tout contrôle régulier. C'est là assurément que se recrutent les « hommes de main » au service des ultras et de certains clans de l'armée.

On sait aussi dès maintenant que les tueurs n'ont pas agi pour leur propre compte. Pour qui exactement ? Il sera curieux de voir si l'enquête est poussée à fond et si on cherchera à remonter jusqu'au bout de la filière, ou si, au contraire, on se borne à arrêter les exécutants et quelques comparses.

Quoi qu'il en soit ce que l'on a déjà appris suffit à mesurer la démoralisation provoquée par cette interminable guerre dans laquelle les gouvernements français se sont laissés enlisés. « Suicide » de Boumendjel, assassinat d'Audin, assassinat de M^r Popie, prolifération des « services spéciaux » — très spéciaux en vérité — voilà ce qui jalonne ces sombres années, sans parler de la capture de Ben Bella, de Sakhiet-Sidi-Youssef, de l'incident aérien avec les Russes, ni du 13 mai 1958, si peu conforme aux images d'Épinal sur le « sursaut patriotique ».

FLASHES EN FLÈCHES

ANGOLA

Les troubles se poursuivent en Angola malgré l'arrivée de parachutistes portugais en renfort. Dans la nuit du 10 au 11 février, des commandos nationalistes africains ont attaqué la prison de Saint-Paul, dans la banlieue de la capitale Luanda. Leur assaut a été repoussé par les policiers. Afin de pouvoir mener la répression sans être inquiétés par les réactions de l'opinion mondiale, les autorités portugaises expulsent les uns après les autres les journalistes étrangers séjournant en Angola. Il est vrai qu'à en juger par les déclarations de l'un d'entre eux le spectacle est véritablement hideux : voici comment le correspondant du Star de Durban décrit les incidents du dimanche 5 février.

« Une foule frénétique de Portugais armés de bâtons et de pierres arrachées aux tombes a déferlé dimanche soir sur les faubourgs de Luanda, frappant à mort les Africains... J'ai vu les cadavres des Africains qui avaient été battus à mort. Ils étaient étendus sur le bord de la route. La police s'efforçait d'empêcher les émeutiers d'assommer d'autres Africains également étendus sur le sol ».

Notre grande presse, si prompt à s'enflammer pour défendre les Belges malmenés en juillet au Congo, est cette fois-ci restée muette ou très discrète : sans doute ignore-t-elle comment se dit « ratonnade » en Portugais.

ARGENTINE

Le vieux leader socialiste Alfredo Palacios vient d'être élu sénateur de Buenos-Aires ; Palacios a été soutenu par les communistes et par tous les admirateurs de Fidel Castro, dont il est un défenseur ardent ; de plus, un tiers des électeurs péronistes, qui habituellement votent blanc, lui ont apporté leur suffrage, rompant

pour la première fois depuis 1955 les consignes données par le général Peron. Cette élection donne la mesure de la popularité de Fidel Castro auprès des travailleurs Sud-Américains — le gros des troupes péronistes est formé d'ouvriers — et elle constitue un échec pour le Gouvernement Frondizi et pour l'armée, qui sont hostiles à Cuba parce qu'ils ont besoin de l'aide américaine pour redresser l'économie du pays sans opérer de réformes de structure.

ESPAGNE

Le Général Franco, qui se maintient au pouvoir grâce au vide politique qu'il a su créer en vingt ans de répression policière et de terreur, vient de prendre des mesures nouvelles pour paralyser l'opposition ; celle-ci grandit dans tous les milieux, même ceux qui avaient soutenu le régime pendant de longues années. C'est ainsi qu'en Biscaye, les bulletins diocésains et paroissiaux jusqu'à présent exemptés de la censure, y seront désormais assujettis. D'autre part tous les fonctionnaires publics devront prêter serment de fidélité au régime. Dans le premier cas, il s'agit de réduire au silence les curés basques qui avaient sévèrement critiqué la tyrannie dans une lettre envoyée à leur évêque au printemps dernier ; dans le second cas, c'est l'Université qu'il faut museler, car elle proteste de plus en plus fort malgré les multiples baillons que lui a déjà passé le dictateur. Et c'est cette période d'oppression accrue que le Gouvernement Français choisit pour recevoir Munoz Grande, bras droit de Franco...

ITALIE

Après la constitution à Milan d'une municipalité de coalition entre démocrates chrétiens et

socialistes nenniens, un nouveau pas vient d'être franchi en direction de « l'ouverture à gauche », c'est-à-dire de l'établissement d'une coalition entre ces deux partis sur le plan gouvernemental : l'opération milanaise s'est répétée à Gênes, où le maire M. Pertusio (démocrate chrétien) est assisté de 8 assesseurs de son parti, de 5 assesseurs socialistes nenniens et de 3 assesseurs sociaux-démocrates. La prochaine étape serait Florence ; M. La Pira reviendrait à la mairie qu'il avait quittée sous la pression de la droite et des milieux d'affaires. Mais le parti libéral et l'Eglise Catholique supportent de plus en plus mal cette évolution et une crise serait difficilement évitable si ces alliances municipales devaient aboutir à une alliance parlementaire et gouvernementale.

Pays de l'O.T.A.N.

Le 9 février à Bruxelles s'est tenue une réunion à laquelle participaient d'une part l'Union Générale des Travailleurs Algériens et d'autre part les confédérations syndicales des pays de l'O.T.A.N. affiliées à la C.I.S.I. Au terme de cette réunion, un communiqué a été publié qui demande d'abord que cesse « toute assistance directe ou indirecte de l'O.T.A.N. » à l'action militaire de la France en Algérie, et qui invite le Gouvernement Français et le G.P.R.A. à négocier dans l'esprit de la dernière résolution des Nations Unies qui admet l'indépendance de l'Algérie fondée sur le principe de l'égalité des droits. Cette prise de position des confédérations affiliées à la C.I.S.I., qu'on ne saurait certes accuser d'extrémisme gauchiste, montre à quel point la guerre d'Algérie est devenue odieuse aux travailleurs de tous les pays.

Manifestation à l'appel des étudiants E.S.U. POUR LA PAIX IMMÉDIATE



(Aguirand.)

LA jeunesse n'a pas oublié Melun. Sa vigilance ne faiblira pas à l'heure où justement s'esquissent des promesses de paix. Jeunes ouvriers et étudiants de Paris et de sa banlieue ont clamé samedi soir, au cœur de la capitale, leur volonté de paix immédiate. A 18 heures, du marché Saint-Médard au carrefour des Gobelins, ils étaient 500 à l'appel des Etudiants du P.S.U. et des cercles J.S.U. de la région parisienne, exigeant : « Négociations immédiates », « Abbas à Paris », « Libérez Hespel », « Assez de tortures ».

Pendant près d'une demi-heure, ce quartier populeux où se pressait la foule du samedi soir a retenti de la voix puissante de la jeunesse. Au carrefour Gobelins-Port-

Royal, Yvan Craipeau, membre du comité politique du P.S.U., harangua les manifestants.

A 18 h. 30, trompant la police dont les cars se précipitaient vers les Gobelins, une seconde manifestation, forte de 300 jeunes et étudiants, partie du marché Buci, descendait le boulevard Saint-Germain jusqu'au Carrefour Saint-Michel. Place de l'Odéon, Alain Geismar, du Secrétariat des E.S.U., s'adressait à son tour aux jeunes.

Cette soirée du 11 février porte témoignage de l'irrésistible exigence d'une paix immédiate par la négociation avec le G.P.R.A. Dans toute la France, largement rassemblés dans des comités d'action pour la paix immédiate, jeunes et étudiants feront écho à l'exemple de Paris.

UNE BROCHURE DU C.N.A.L.

Le Comité National d'Action Laïque (C.N.A.L.) vient d'éditer une brochure :

LA LOI DEBRE

Incidences sur les budgets des collectivités locales

Tous nos militants, en particulier ceux qui font partie des assemblées locales (conseils généraux et conseils municipaux) ont le plus grand intérêt à disposer de cette brochure. Celle-ci constitue un excellent guide pratique pour tous les élus. Rappelons en effet l'engagement pris par le P.S.U. à la suite de la campagne entreprise par le C.N.A.L. et à laquelle notre parti avait activement participé : nos élus doivent s'opposer au détournement vers l'enseignement confessionnel des fonds publics alors que l'enseignement laïque souffre si cruellement de l'insuffisance de crédits.

La brochure du C.N.A.L., conçue comme un répertoire facile à consulter, permettra de poursuivre la bataille de défense laïque sur le terrain où l'a porté la loi Debré : dans les assemblées départementales et municipales.

Courrier du PSU

N° 5 - 6
(24 pages)

Les documents pour le Congrès National des 24-25-26 Mars.

— Rapport moral et Rapport d'orientation présentés par Edouard Depreux.

— Projet de résolution présenté par le C.P.N.

Abonnement 1 an : 6 NF. C.C.P. « Tribune Socialiste » Paris 5826-65, 54, boulevard Garibaldi, Paris-15^e.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin - ODE. 15-04
Semaine du 15 au 21 février

TIREZ SUR LE PIANISTE
un film de François Truffaut
avec Charles AZNAVOUR

LES MARINES
DE F. REICHENBACH

PARIS RIVE-GAUCHE MARDI 21 FEVRIER

Au studio du Val-de-Grâce, 30, rue Henri-Barbusse, à 20 h. 45, un film d'Edwin Laine : « SOLDATS INCONNUS »

COMMUNIQUÉ DU C.P.N.

Le Comité Politique National du P.S.U. constate qu'aujourd'hui comme hier, la paix avec l'Algérie doit passer par la négociation directe et sans préalable entre le Gouvernement français et le G.P.R.A. ; comme il l'a toujours soutenu toute autre tentative ne saurait conduire qu'à l'impasse.

Le P.S.U. espère que la prochaine venue en France du Président Bourguiba rendra possible un progrès vers la paix négociée.

Des obstacles importants doivent être surmontés afin d'éviter une nouvelle mystification du type de celle de Melun. C'est pourquoi tous les partisans de la paix doivent accentuer leur pression non seulement pour imposer l'ouverture de la négociation mais encore pour créer les conditions favorables à son succès. Parmi celles-ci figurent en premier lieu la libération des prisonniers politiques et notamment de Ben Bella et des membres du G.P.R.A. détenus dans les prisons françaises, ainsi que l'arrêt des exécutions capitales.

Déjà dans un certain nombre de départements, des organisations politiques et syndicales ont affirmé en commun leur volonté de renforcer leur action pour la paix, cependant qu'à Paris le 11 février, des centaines de jeunes manifestaient dans la rue, à l'appel des Jeunesses et des Etudiants du P.S.U. Ces actions doivent être étendues et intensifiées au cours des prochaines semaines.

La guerre d'Algérie est arrivée à un tournant décisif : le moment est venu pour tous les partisans de la paix négociée de renforcer et d'unir leurs actions pour qu'elle intervienne le plus rapidement possible.

Au mouvement de la Paix CASANOVA S'EXPLIQUE

PARMI les griefs retenus à l'encontre de Casanova et de Servin par Waldeck-Rochet dans son rapport récemment publié, deux touchaient à l'attitude de Laurent Casanova et du Mouvement de la Paix dans son ensemble.

Le premier, au centre de toute l'affaire, concernait le 27 octobre et la position trop favorable du mouvement de la Paix à l'initiative de l'U.N.E.F.

Le second portait sur l'application de la politique thorézienne du « front unique », la direction du P.C.F. reprochant à Casanova et au Mouvement de la Paix de n'avoir pas appliqué ses consignes de création de « comités de paix en Algérie dans le cadre du mouvement de la Paix » au lieu et place des comités de paix classiques portant sur l'ensemble des problèmes, désarmement, réarmement allemand, etc., et qui étaient depuis longtemps plus ou moins moribonds. Il semble bien que la direction du P.C.F. ait cherché ainsi une recette pour redonner vie à la base au Mouvement de la Paix sans vouloir reconnaître que c'était la tactique elle-même du « front unique », qui était à réviser et que les comités de paix formés des représentants de cellules entourés de quelques inorganisés permettaient peut-être à l'Humanité de dresser des bilans impressionnants mais demeuraient formels et sur le papier.

En tout cas, jamais la direction du P.C.F. n'était intervenue aussi brutalement dans le Mouvement de la Paix, désavouant non seulement ses représentants, mais critiquant ouvertement l'ensemble du Mouvement d'avoir suivi Casanova. C'est que, pour Maurice Thorez, le Mouvement de la Paix est le lieu privilégié de l'application de la tactique de « front unique » et du rassemblement des inorganisés autour d'un noyau de militants communistes et sous leur direction. D'où les communiqués de protestation de quelques-uns des dirigeants non communistes du Mouvement de la Paix comme Emmanuel d'Astier ou Mme Farge au nom de « l'autonomie » du Mouvement à l'égard des formations politiques.

Le Conseil national du Mouvement de la Paix qui s'est tenu dimanche dernier 12 février ne pouvait manquer d'aborder ces problèmes. Il fut marqué surtout par une longue intervention de Laurent Casanova qui avait ainsi pour la première fois l'occasion de faire connaître sa position à l'extérieur du parti, sans qu'on puisse lui reprocher son indiscipline. Casanova affirma clairement sa fi-

délité au P.C.F., mais en même temps maintint et justifia ses positions fondamentales, en précisant qu'il parlait en son nom personnel et non plus comme représentant de la direction du P.C.F.

Il évoqua les compromis nécessaires lorsqu'on mène une action commune en indiquant qu'à ses yeux les difficultés récentes venaient de ce que certains comprenaient mal la nécessité de tels compromis. Surtout, tourné vers Roland Leroy, assistant silencieux mais très attentif, il mit l'accent sur la signification des manifestations musulmanes de décembre en déclarant qu'à son avis elles avaient porté un coup décisif aux ultras et aux fascistes en Algérie et en France et en insistant sur leur valeur de solidarité entre le peuple algérien et le peuple français et sur la nécessité de proclamer ouvertement cette solidarité.

On sait que dans une partie non rendue publique de son intervention au dernier Comité Central Maurice Thorez adoptait une perspective assez différente.

Malgré son absence d'autocritique Laurent Casanova ne fut directement critiqué par aucun des membres du Conseil national du Mouvement de la Paix. Mais Tolleit intervint avec violence pour justifier l'attitude de l'U.D. de la C.G.T. de la Seine le 27 octobre. Certains progressistes comme Robert Chambeyron allèrent plus loin encore et plus communistes que les communistes, critiquèrent les communiqués publiés par Emmanuel d'Astier et ses amis, s'attirant ainsi une vive réplique de Mme Farge.

Le texte de la résolution finale est un compromis entre les thèses en présence : il recommande tout à la fois les comités de paix sur l'Algérie et les comités de paix sur l'ensemble des problèmes, et se prononce pour des initiatives du Mouvement de la Paix et pour la participation aux initiatives proposées par d'autres et discutées en commun. Le P.C.F. ne pouvait exiger davantage sous peine de voir se disloquer le bureau actuel du Mouvement de la Paix ; mais il se fait fort d'imposer à la base et dans les départements l'application de ses directives... au moins sur le papier. Car en dépit des discussions byzantines soulevées par Maurice Thorez sur la nature des comités de paix, l'unité d'action à la base comme au sommet ne peut prendre une réalité et une efficacité que si elle résulte d'une discussion sur les objectifs et les méthodes entre les différentes forces et les différentes organisations qui luttent pour la paix en Algérie.

APPELS COMMUNS POUR LA NÉGOCIATION

Les U.D. de la C.G.T. et de la C.F.T.C. et les sections départementales de la F.E.N. et du S.N.I. ont publié une déclaration commune affirmant que la seule solution valable pour aboutir rapidement à la paix en Algérie passe obligatoirement par la négociation directe avec le G.P.R.A. portant tout à la fois sur le cessez-le-feu et les garanties d'application du droit à l'autodétermination.

LOIRE-ATLANTIQUE

Les U.D. de la C.G.T., les sections départementales de la F.E.N. et du S.N.I. réunies à Nantes le 9 février déclarent que la solution du problème algérien ne peut intervenir que par l'ouverture de négociations entre le gouvernement français et le G.P.R.A. Elles sont conscientes du devoir qui incombe aux organisations syndicales d'agir effectivement pour qu'aboutisse enfin une politique de paix.

Dans ce but, elles ont décidé de maintenir leurs contacts et d'envisager en commun les moyens à mettre en œuvre par les organisations syndicales pour hâter la solution négociée du conflit algérien.

LOIRET

Le S.N.I., la C.G.T., le S.G.E.N., le S.N.E.S., la F.E.N., le P.S.U., le P.C.F., la Ligue des Droits de l'Homme et le Mouvement de la Paix ont adopté une déclaration commune où ils soulignent l'urgente nécessité d'engager la négociation avec les délégués du G.P.R.A. sur le cessez-le-feu et les conditions de l'autodétermination ainsi que sur les garanties qui devront être accordées à tous les éléments appelés à composer l'Algérie future. Ces organisations prévoient une journée départementale qui aura lieu dans le délai d'un mois.

NIEVRE

La F.E.N., la C.F.T.C., l'U.N.E.F., la C.G.T., la Ligue des Droits de l'Homme, la Libre Pensée, le P.S.U., le P.C.F., l'U.D.S.R., et le Mouvement de la Paix ont publié un manifeste commun pour la négociation avec le G.P.R.A.

OISE

Douze organisations départementales, parmi lesquelles la C.G.T., la F.E.N., le S.N.I., le P.S.U., le P.C.F., la Ligue des Droits de l'Homme, le M.L.O., l'A.P.F., le Mouvement de la Paix estiment que la déclaration faite le 16 janvier par le G.P.R.A. peut ouvrir la voie à des négociations immédiates et bilatérales sur le cessez-le-feu et les garanties politiques du libre choix du peuple algérien... Les négociations immédiates doivent être engagées avec le G.P.R.A., authentique représentant des Algériens.

NORD

● A Dunkerque, douze organisations dont la C.G.T., la F.E.N., le S.N.I., le S.N.E.S., le S.G.E.N., le P.S.U. et le P.C.F., la Ligue des Droits de l'Homme et la Libre Pensée ont lancé un appel à la population pour qu'elle agisse afin d'imposer des négociations avec le G.P.R.A. portant simultanément sur les conditions d'un cessez-le-feu et les garanties de l'application loyale de l'autodétermination.

● A Cambrai huit organisations la C.G.T., la F.E.N., le S.N.I., le S.N.E.S., le S.N.E.T., la Ligue des Droits de l'Homme, le P.S.U. et le P.C.F. ont publié une déclaration dans le même sens.

MENACES POUR LES M

Alès est une ville qui a un passé, passé politique, puis, depuis un siècle, passé industriel. C'est aujourd'hui une ville qui se rénove, — on taille à vif dans les vieux quartiers, — et qui construit : logements, écoles, lycées... Le visiteur qu'on emmène vers les quartiers neufs, puis les quais surélevés du Gardon, prompt aux crues, admire... Il se demande ensuite quelle va être demain la fonction de cette ville rénovée. C'est très précisément ce que les rénovateurs ne savent pas... Alès se construit mais se meurt parce que les mines se meurent.

Il y a en France, actuellement, une tragédie de la mine. Je l'ai rencontrée dans le Pas-de-Calais et le Nord, le bassin le plus important. Je l'ai rencontrée en Lorraine, le bassin le mieux équipé. Je la retrouve à Alès. Elle peut se résumer, — pour les profanes que nous sommes — ainsi : en 1945, le charbon était encore considéré

comme la matière première de base, la grande source d'énergie dont dépendait toute l'activité industrielle. En ce temps-là, Maurice Thorez, Robert Lacoste et bien d'autres poussaient à la production. En ce temps-là, de Gaulle voulait assurer la sécurité charbonnière française en annexant la Sarre et en contrôlant la Ruhr. En ce temps-là, les Houillères nationalisées se lancèrent, dans tous les bassins, dans une gigantesque course à l'équipement et au rendement que la création de la C.E.C.A. ne devait qu'accélérer. Aujourd'hui, quinze ans après, on a l'impression que le souci officiel est de produire le moins de charbon possible et que, seule, la présence des mineurs, masse encombrante que l'on peut comprimer, mais pas supprimer d'un coup, limite cette politique. On a l'impression que Houillères et mineurs sont devenus un fardeau qu'on traîne par nécessité.

Cela n'est pas dit, mais il est clair que la direction prise est celle de l'abandon sur la pointe des pieds. En attendant, quelques investissements sacrifiés feront rive de fumée devant l'opération.

La technique e l'incohérence

A Alès, comme dans d'autres secteurs des Houillères Nationales, les conversations avec les militants syndicalistes provoquent une certaine surprise.

Quand l'un d'entre eux affirme aux visiteurs que l'aménagement du puits Brissac, dans le groupe Nord, a coûté 2 milliards et n'a pas fonctionné, on a d'abord tendance à penser qu'il exagère. Puis un autre, d'une autre obédience syndicale, confirme le fait. Puis l'on en parle à des techniciens qui en rajoutent. Il faut donc se convaincre : les installations neuves, modernes, du puits Brissac n'ont pas été utilisées.

Pourquoi ? Il n'y a qu'une explication possible. Entre le moment où ces installations furent entreprises et celui où elles furent terminées, le plan d'exploitation avait changé. Plus précisément, alors que le plan d'investissement exige une politique d'extraction, une politique de vente à long terme, il n'existait au fond ni l'une ni l'autre, et les évé-

Il est certes incontestable que les évolutions techniques, les concurrences ont modifié le problème du charbon. Ce qui se passe dans le Nord, en Lorraine, et plus nettement encore dans les Cévennes, donne l'impression, toutefois, que l'on soit passé sans transition de l'optimisme le plus large au pessimisme le plus total, que les solutions n'aient guère été prévues et que ne l'avaient pas été non plus les adaptations, les transitions nécessaires, qu'enfin il se produise de continues confusions entre les tendances profondes de l'économie et de la technique et les accidents conjoncturels

nier. Il prévoit un important programme de modernisation et une production accrue. A cette époque à cause de la pénurie énergétique, prix de revient et prix de transport ne comptaient qu'accessoirement.

...à l'abandon

Cinq ans après, alors que la modernisation est en cours, que les mineurs utilisent dans les meilleures veines de nouvelles machines (en abandonnant, le cas échéant, les veines sans profondeur ou trop étroites pour les haveuses) que la concentration de puits commence à s'opérer, c'est la C.E.C.A. L'axe de l'Europe en construction s'établissait, on le sait, entre la Mer du Nord et Marseille. Alès est à l'écart, pris à contre-pied. L'avenir du bassin apparaît aléatoire, une première organisation de défense est fondée. Pour l'administration, le premier problème à résoudre semble être celui de l'avenir des mineurs. On envisage de les transférer en Lorraine, la terre de l'avenir et de l'expansion, le Far-West français. L'expérience sera à la fois limitée et malheureuse. Contrairement aux prévisions des technocrates, il apparut que les hommes ne se transplantent pas aussi facilement que les machines. Différences de conditions de vie, de milieu, de conditions de travail rendirent difficile l'acclimatation vers Forbach des quelques centaines de familles alésiennes. Heureusement, peut-être car si l'expérience avait été plus largement poussée, on se demande ce que seraient devenus les expatriés quand, au début de 1960, le spectre de la récession atteignit aussi la Moselle.

De la production à outrance...

L'exploitation de la houille dans la région d'Alès a commencé avant l'ère industrielle. Au début de celle-ci, la région a été un des pôles industriels de la France. Elle a été ensuite largement défavorisée, à la fois à cause de la structure tourmentée des bassins et de sa situation géographique. Au départ, la présence parallèle des mines dans d'étroites vallées empêchent l'extension d'une industrie lourde « sur le charbon ». Vint ensuite l'absence d'arrière pays. La France s'industrialisait au Nord-Est (et aujourd'hui la tendance s'accroît). Alès était coupée de cette direction par les montagnes orientées au Sud-Est. Marseille était la seule zone industrielle capable de s'appuyer sur la source cévenole d'énergie. La création dans la zone de Berre d'une industrie pétrolière coupait Alès de ce débouché.

A la Libération, pourtant, Alès fut entraînée dans la grande course à la production. Celle-ci culmine quand en 1946, est adopté le premier plan charbon-



(Keystone)

Pas d'avenir prévisible, sinon l'asphyxie du bassin, l'exode, le chômage, les mises à la retraite anticipées, et actuellement, des salaires de 320 à 530 nouveaux francs par mois.

Le nouveau plan charbonnier

- Il prévoit de ramener en 1965 le total de la production française à 53 millions de tonnes. (Production 59 : 60 millions).
 - Le Nord - Pas-de-Calais devra baisser de 4 %.
 - La Lorraine de 10 %.
 - Le Centre-Midi (y compris les Cévennes), de 20 %.
- Les moyens :
 - Fermeture des fosses dites marginales.
 - Mesures sociales : retraites anticipées, primes à la reconversion, formation professionnelle accélérée, etc.
- En ce qui concerne les Cévennes, elles doivent baisser leur production de 35 %, (la Loire de 8 %, l'Auvergne de 50 %, l'Aquitaine de 35 %, la Provence se maintient). Elle tombera à 2.220.000 tonnes, produites par 6.000 ouvriers..

Toutefois, restrictions de main-d'œuvre comme modernisation étaient présentées à l'époque, non pas dans une perspective de réduction de la production rentable, mais dans celle de la réduction des prix de revient. A partir de la crise charbonnière de 1959 et dans le cadre du nouveau plan charbonnier, ce n'est plus de cela qu'il s'agit. La nouvelle position gouvernementale consiste à affirmer que, au fond, la modernisation ne mène pas à grand chose. Dans le cadre du nouveau système énergétique européen, face au fuel, à l'énergie atomique de demain, le charbon est mal placé et le bassin des Cévennes très mal placé. Les coûts de transport annulent les efforts d'abaissement des prix de revient. La doctrine officielle prévoit donc l'abaissement progressif de la production. Jusqu'à quelle limite ?



nements conjoncturels jouent un rôle décisif. C'est ce décalage entre un plan d'investissement qui exige une continuité d'attitudes économiques et des décisions de production trop liées aux fluctuations conjoncturelles qui conduisent aux incohérences dont l'affaire de Brissac est la preuve.

On pourrait en donner d'autres exemples. Dans les Cévennes comme ailleurs la construction de centrales thermiques est apparue comme un moyen d'utiliser sur place des charbons de moindre qualité pour produire une énergie électrique transportable ensuite à assez bon compte. Ainsi une centrale moderne a été construite et terminée au Fecs, à la sortie de la Grand Combe. Elle peut fournir 500.000 KW par an. Mais depuis sa mise en service, le hasard a voulu que les étés soient pluvieux, les barrages pleins et l'énergie d'origine hydraulique abondante... La centrale du Fecs fonctionne donc au ralenti... et l'on conclut, en haut lieu, à partir d'une situation conjoncturelle qui peut être renversée l'année prochaine, à l'inefficacité définitive de Fecs et d'un programme de construction thermique. Encore une fois, la liaison trop étroite avec la conjoncture joue un rôle néfaste.

Après les événements de Suez, elle avait joué dans le sens contraire. Le pessimisme officiel quant au pétrole fut à l'origine d'une nouvelle série d'investissements. A cette époque, une entreprise attirée à Alès par la perspective d'avantages importants attachés à la notion de zone critique, achevait de construire une usine et recrutait son personnel. Il avait été prévu deux ans plus tôt qu'elle toucherait une prime pour chaque mineur embauché ; mais dans le boom du moment, toute idée de reconversion à froid d'une partie du personnel a été abandonnée... jusqu'à la prochaine occasion.

Centralisation administrative

L'incohérence en question a sans doute été aggravée par la structure administrative des Houillères. Ceci se sent moins dans les bassins plus importants du Nord ou de Lorraine. Les Cévennes, par contre, apparaissent partiellement victimes de leur manque d'autonomie.

Au moment des nationalisations en 1945, les différents bassins avaient été prévus comme autonomes. Les Charbonnages de France ne devaient jouer qu'un rôle technique, coordinateur. En fait, l'autorité réelle est passée dans leurs mains, puis dans celles, toujours avides en France, des ministères de tutelle. Dans le cadre d'une pareille centralisation les grands problèmes, les décisions importan-

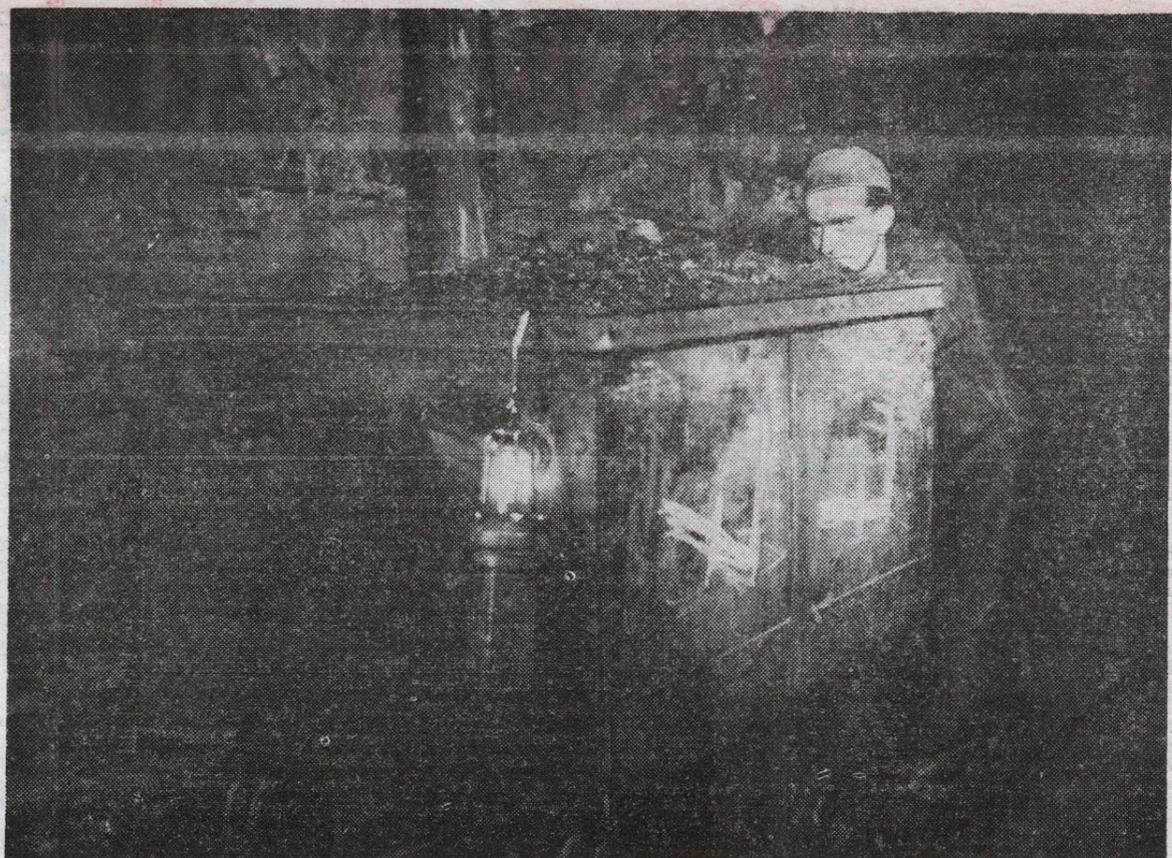
INEURS

tes sont évidemment prises en fonction des grands bassins, les autres, — celui des Cévennes notamment —, ne sont plus que des accessoires que l'on traîne en remorque.

Parallèlement, à la base, toutes les initiatives sont réduites, les rivalités entre chefs de groupe (il y en a trois dans les Cévennes) s'accroissent dans la mesure même où l'autonomie du bassin ne donne pas à la direction de ce dernier un rôle de direction réelle.

Les houillères des Cévennes

- Trois groupes d'exploitation sont en activité :
 - Groupe Nord : siège à Saint-Florent.
 - Groupe Centre : siège à la Grand'-Combe.
 - Groupe Sud : siège à Rochebelle-Alès. Plus l'exploitation isolée de Graissessac (Hérault).
- Production en 1960 : 2.600.000 tonnes (en grosse proportion d'antracite).
- Réserves : 460 millions de tonnes, soit d'après le plan de 1946, 134 ans d'exploitation.
- Le bassin comprend en outre :
 - Deux usines de transformation, l'une à Saint-Florent, l'autre à la Grand'-Combe. La première fabrique, en utilisant du brai de pétrole, 1.000 tonnes par jour de boulets de qualité commerciale compétition.
 - Une centrale thermique au Fecs (près de la Grand'-Combe).
- En 1959, l'exercice s'est soldé par une perte de 3,7 milliards d'anciens francs, dont, il faut le noter, 3,1 représentent, non pas des dépenses de trésorerie mais des amortissements calculés sur plusieurs années.



Le moral est bas et pourtant, les possibilités d'action demeurent.

(Hubert)

qu'elles ne soient pas en partie vraies — sur les contrats manqués, les installations de chauffage urbain ou d'ensembles importants faites au fuel dans le champ d'action le plus direct des charbonnages.

Ainsi, la centralisation, la lourdeur administrative pèsent sur le bassin, aggravant des conditions économiques certes peu favorables, mais qui, justement, auraient dû imposer des initiatives supplémentaires et localisées.

Les mineurs, cette quantité négligeable

Bien entendu, dans ces conditions de centralisation administrative, les mineurs sont exclus de toute discussion, de toute possibilité d'initiative. La loi leur donne des places au Conseil d'Admi-

Florent et retourner par le fond vers les recettes qui dépendaient autrefois de Molière. Au Sud de Saint-Florent, de l'autre côté de la vallée, une nouvelle exploitation est prévue à Panissières. Les mineurs à qui l'on parle de ces perspectives sont sceptiques. Quand Panissière sera en exploitation, ne concentrera-t-on pas à la Grand'-Combe, dans la troisième vallée ?

Les mineurs, mal informés ou plus précisément pas informés du tout, mis devant les faits accomplis à chaque occasion, déplacés, témoins du gâchis des investissements, abandonnés, ne comprennent pas, tendent à laisser aller, à ne plus chercher à comprendre. Pas d'avenir prévisible sinon celui de l'asphyxie du bassin. Ils étaient 22.000 en 1948, jour, fond, employés et cadres. Ils sont 12.000 aujourd'hui. L'année 1960 a été marquée par des mises à la retraite anticipées après trente années de services au lieu de 35, mais bien entendu, en perdant la différence, — par des départs. Ceux

DES CEVENNES

PAR PIERRE BELLEVILLE

C'est également faute de ce rôle que la question de la commercialisation n'a jamais, en fait, été traitée à fond.

On ne peut, en effet, à ce stade parler de problème national. Plus précisément, si les Cévennes souffrent, — et peut-être plus que d'autres secteurs — de l'absence d'une politique nationale de l'énergie, il n'en existe pas moins une question locale précise. Nationalement, il s'agit de la C.E.C.A. et de la politique à suivre vis-à-vis des trusts pétroliers. Mais dans le cadre d'une politique ou d'une autre, il s'agit ensuite de vendre non pas du charbon en général, mais de tel type de charbon, sorti des Cévennes, à tel prix avec tels frais de transport.

En ce qui concerne les grandes utilisations, l'absence de toute indépendance défavorise le bassin. C'est Paris qui traite avec l'E.D.F. C'est le ministre qui, à une question du député de l'Hérault Coste-Florent, répond que les Cévennes n'ont rien à attendre de la Carbochimie. D'une part, parce que — paraît-il — l'avenir est à la pétrochimie. D'autre part, parce que les chercheurs des Charbonnages travaillent seulement pour le Nord et la Lorraine...

Reste, sur place, à tenter d'améliorer la vente de l'antracite qui constitue une partie importante de la production. Pour cela, il faut un service commercial actif... Celui qui existe connaît de nombreuses défaillances. Tout d'abord, parce que, en 1947 et 48, au temps où les Houillères Nationales apparaissent en haut lieu comme une zone dangereuse dont l'expansion devait être limitée, la concentration verticale fut stoppée, le contact direct plus ou moins coupé avec le grand public au profit de négociants privés dont les représentants entrèrent aux Conseils d'Administration... à titre de représentants des consommateurs. Depuis lors, les négociants se sont évidemment orientés en grande partie vers la vente facile et payante du fuel...

Les Houillères ont accru leurs ventes directes. Mais les méfaits de la centralisation leur ont donné une structure administrative, plus soucieuse des grades que des spécialisations. Les services commerciaux restent administratifs, sans mobilité. Il n'est pas rare d'y voir affectés des ingénieurs qui, pour une raison ou une autre n'ont plus leur place au fond. Excellents ingénieurs, peut-être sont-ils moins bons « commerçants » ? Les deux choses ne sont pas obligatoirement de pair. Le résultat, ce sont des petites histoires, — qu'on raconte trop pour

nistration. J'ai parlé à deux de ces administrateurs ouvriers. Etrange Conseil... Il n'a guère de pouvoir sinon pour entériner les décisions de Paris. A l'automne, pour la première fois, le délégué de la C.G.C. mêle ses votes — contre la politique d'asphyxie — à celui des autres syndicalistes. La direction entreprend immédiatement d'obtenir sa démission. Il n'était pas admissible — dit-on — qu'un cadre se désolidarise d'une direction à laquelle il appartient de par sa fonction.

Ainsi, présents dans les Conseils, mais absents en fait, puisque les Conseils ne jouent aucun rôle, les syndicalistes, les mineurs regardent autour d'eux et cherchent à comprendre.

Quelques salaires

- Août 60 — Secteur Nord :
Pour une quinzaine, 12 postes au fond (entretien) : 232,23 NF.
- Octobre 60 — Secteur Nord :
Pour une quinzaine, 12 postes au jour (trriage) : 161,85 NF.
- Octobre 60 — Secteur Centre :
Pour une quinzaine, 11 postes seulement, au fond, à l'avancement dans les roches : 269 NF.

Ce qu'ils voient leur paraît de mauvais augure. Le petit bassin de Graissessac, dans l'Hérault (rattaché administrativement à Alès) va fermer. Brisac, modernisé, n'a jamais fonctionné, les ateliers centraux, tous neufs, à Saint-Florent sont fermés. Partout, l'on regroupe, l'on concentre. A peine une concentration terminée une autre commence. Le puits de Molière a été fermé. Les mineurs qui habitent dans la vallée Molière-Bessèges font, le matin, quelques dizaines de kilomètres par les routes de montagne pour gagner la vallée parallèle, descendre par le puits de Saint-

qui partent bénéficient des indemnités de reconversion de la C.E.C.A. mais doivent accepter toutes les propositions d'emplois des services de la main-d'œuvre.

Crever l'édredon

Cela les entraîne le plus souvent hors de la région, car il n'y a pas ou presque pas de reconversion sur place. L'usine à tubes (Lorraine-Escault) de Bessèges tourne à plein rendement, modernise, accroît sa production, mais n'a embauché en 1960 que cinquante personnes.

Le moral est donc assez bas à Alès, à Saint-Florent, à la Grand'-Combe. Contre cela les syndicats essaient de réagir. En octobre, pour la première fois depuis des années, l'unité C.G.T.-C.F.T.C.-C.G.C. s'est faite. Malgré cela, la grève n'a pas été une totale réussite.

Il semble pourtant que des possibilités d'action demeurent. Que ce soit Francini, leader C.G.T., que ce soit les leaders C.F.T.C., tous gardent la volonté d'agir, de défendre le terrain pied à pied. Peut-être dans les mois qui viennent, devront-ils accentuer la solidarité avec les autres secteurs du Centre-Midi, s'attacher à poser les problèmes locaux concrétisables aux yeux des mineurs, éviter ainsi que ceux-ci n'aient l'impression de se battre contre les moulins à vent parisiens.

En fait, seule l'agitation préventive a une chance d'efficacité. L'arme officielle face à toutes les régions en récession, c'est l'édredon du silence. Troubler le silence retarde les opérations d'asphyxie et il faut d'abord gagner du temps.

Il faut profiter des circonstances pour montrer à quel degré les travailleurs ont été exclus de la participation aux décisions dans une entreprise dite nationale, montrer que là comme ailleurs, seule cette participation peut garantir leur sort.

Il faut ensuite poser — et pas seulement à Alès — le problème central, celui de la politique énergétique nationale, ou plutôt celui de son absence.

FÉDÉRATION DE PARIS

Réunions d'information
(Préparation du Congrès National)

PRÉPARATION DU CONGRES
NATIONAL
V^e, XIII^e, XIV^e
FACULTE DES SCIENCES
ET CITE JOURDAN

■ Lundi 20 février à 20 h. 45, salle Froidevaux, 63, rue Froidevaux (XIV^e), avec Henri Longeot, Serge Mallet et François Furet.

VIII^e, IX^e, XVI^e et XVII^e

■ Mardi 21 février, à 20 h. 45, Brasserie « Royal Villiers », place Porte Champerret (XVII^e), avec Edouard Depreux, Pierre Belleville et Emmanuel Terray.

II^e, III^e, IV^e, X^e et XI^e

■ Vendredi 24 février, à 20 h. 45, Salle Lancry, 10, rue de Lancry (X^e), avec Claude Bourdet, Charles Henu et Manuel Bridier.

XII^e, XVIII^e, XIX^e et XX^e

■ Lundi 27 février, à 20 h. 45, Maison des Syndicats, Salle Celton, 8, avenue Mathurin-Moreau (XIX^e), avec Jean Popereau, Guy Desson et Marcel Bleibtreu.

VI^e, VII^e, XV^e et AIR-FRANCE

■ Mardi 28 février, à 20 h. 45, Patronage laïque, 72, avenue Félix-Faure (XV^e), avec Gilles Martinet, Alain Savary et Georges Servet.

NANCY

CREATION DU CENTRE
DE FORMATION

— Première conférence du Centre de formation, le 17 février à Nancy, avec René Boudot sur le sujet : Syndicalisme et Politique. Il est prévu ensuite :

— Israël - Socialisme ou Réformisme avec Jack Lang.

— Histoire politique française de 1939 à 1960 (Evolution constitutionnelle, partis politiques, faits politiques...) par Clémentot.

— Les mécanismes du parlementarisme français - Propositions pour des institutions nouvelles par Colin.

— Evolution des relations Franco-Africaines de 1945 à 1961 par François Borella.

Nous signalons que notre camarade Daniel Guérin a bien voulu mettre à la disposition du parti un certain nombre d'exemplaires de sa brochure :

« QUAND LE FASCISME
ET LA GUERRE
NOUS DEVANCAIENT »

Il s'agit d'une brève étude sur la période 1930-1939.

1^{ER} CONGRÈS NATIONAL

TRIBUNE DE

Jean GUICHARD : Les maladies infantiles
VERBIAGE, INTRANSIGEANCE ET DÉMAGOGIE

I. — QU'EST-CE QUE

LA LAÏCITÉ ?

EN lisant l'article de R. Fallas dans le dernier numéro de T.S., je me suis dit : « Comment peut-on s'affirmer « laïque » — au sens où le P.S.U. entend ce mot — en étant aussi intolérant ? »

Je précise toute de suite — « que l'on ne s'y méprenne pas » — qu'il ne me viendrait même pas à l'idée de contester à Fallas le droit de professer une philosophie selon laquelle il faut assimiler globalement l'Eglise Romaine (et donc tous les catholiques) à la réaction sociale, à Vichy et à l'Inquisition. Il serait intéressant d'en discuter avec lui dans des cercles philosophiques : le Parti n'est pas le lieu de telles confrontations.

Mais là où Fallas me paraît déborder singulièrement les principes du P.S.U. et ignorer ses réalités, c'est quand il propose que le Parti tout entier s'aligne sur de telles positions. Nous avons toujours pensé qu'une des richesses du Parti réside dans le fait — totalement nouveau dans l'histoire des mouvements révolutionnaires — qu'il a su réaliser un accord politique entre des hommes venus d'horizons idéologiques différents et parfois opposés, en vue d'objectifs politiques à court et à long terme, en vue de l'instauration du socialisme. Cette expérience difficile a maintenant un passé ; la preuve est faite que cet accord est possible. Je ne veux « interdire aucun sujet » ni im-

poser aucun « tabou », mais je suis persuadé que si les uns ou les autres cherchaient à imposer à tout le Parti leur philosophie personnelle ou celle du groupe social auquel ils appartiennent, ce serait la ruine du Parti et l'écroulement d'une base politique sans laquelle le socialisme est impossible dans notre pays.

C'est en ce sens que je crois qu'il vaudrait mieux ne pas nous jeter à la tête, à l'intérieur du Parti, les faiblesses qu'il est facile à chacun de trouver dans la philosophie des autres et dans les organisations (Eglises, cercles, loges, etc.), qui diffusent cette philosophie. Sinon on verra renaître ce temps où J. Ferry était traité d'« écorcheur » et de « préfiguration de l'antéchrist » par les uns et où ses amis traitaient les autres d'« animaux ignorants et fangeux » et parlaient de la « bauge du cléricanisme ». Si le Parti contribuait à cette entreprise de guerre civile et religieuse, il ferait faire un grand pas en arrière au socialisme, et tout simplement à la démocratie.

x

J'ajouterai d'ailleurs que la manière même dont Fallas veut défendre la laïcité me paraît néfaste pour le Parti. Il y est surtout question de « retour » en arrière, vers les lois laïques de la III^e République.

Or cela me semble une nostalgie, louable dans son intention, mais purement illusoire dans la réalité. Car, là pas plus qu'ailleurs, on ne règlera pas les problèmes en essayant de revenir à une situation antérieure. C'est là une vue figée de l'histoire, et trop insensible aux conditionnements économiques, sociologiques, techniques, etc., de l'école et de l'Etat actuels. Les lois de la III^e République répondaient à une certaine réalité de la République, des Eglises, de la bourgeoisie et du mouvement ouvrier ; elles visaient à faire progresser l'école publique dans un rapport de forces donné. Ce rapport n'est plus le même aujourd'hui, et il évolue dans un certain sens ; il faut réfléchir sur ce que doit et peut être la laïcité dans ce contexte de 1961. Sinon la défense de la laïcité cessera d'être un mot d'ordre populaire et ira rejoindre le musée de l'histoire. Ce n'est pas, je pense, ce que veut Fallas. Ni personne dans le Parti. Essayons de nous étendre sur ce présent et sur cet avenir.

D'autant plus que ce serait méconnaître que l'enseignement public actuel ne correspond pas à une conception socialiste de l'école : Delaville y a fait allusion dans son amendement au rapport national (cf. « Courrier du P.S.U. »). Le caractère de classe de l'enseignement d'une république bourgeoise est trop clair, dans son recrutement, comme dans son contenu et dans ses objectifs. Comme l'écrivait récemment J. Bruhat (1), Jules Ferry a eu « l'ambition d'achever sur le plan de l'école la révolution bourgeoise de 1789 », en la détachant du catholicisme qui avait été « l'idéologie de l'époque féodale », il faut maintenant la détacher de l'idéologie capitaliste (à laquelle Ferry se rattachait, comme en témoignent ses idées en matière coloniale) pour en faire un instrument de promotion au service des travailleurs. C'est ainsi, concluait Bruhat, que l'on peut concevoir une « laïcité

ouverte qui tienne compte des changements radicaux qui interviennent dans la société et qui s'oppose à ce qu'on pourrait appeler avec Jaurès une laïcité captive et refroidie ».

Redonner à la laïcité ce contenu moderne et révolutionnaire, Fallas conviendra sans doute que ce pourrait être une des grandes tâches du P.S.U. Ce que dit L. Schwartz du marxisme dans la conclusion de sa conférence au Centre d'Etudes Socialistes pourrait être avec fruit appliqué à la laïcité ».

II. — LE « STYLE NOUVEAU »
EXCLUT LE VERBIAGE
ET LA DÉMAGOGIE

Construire un parti « de style nouveau », c'est d'abord renoncer au verbiage traditionnel des « républicains » de la III^e et de la IV^e République, à la violence purement verbale qui s'accommodait de tous les compromis de fait, à la facilité oratoire qui ne couvre que le vide. En un mot, le « style nouveau », c'est d'abord de renoncer à cet opportunisme social-démocrate qui garde d'autant mieux les mains libres qu'il a la bouche plus pleine de grands mots qui feraient passer pour révolutionnaires les hommes les plus « conservateurs » (et j'appelle aussi « conservateurs » les hommes dont les références politiques ne commencent qu'en 1793 pour s'arrêter en 1870, comme si aucune « révolution » ne s'était produite depuis en Russie, en Chine, à Cuba... ou en Algérie).

C'est ce genre de verbiage que l'on ne voudrait pas retrouver dans notre Parti. On craint pourtant d'en voir pointer le bout de l'oreille dans beaucoup de textes soumis à ce jour à la discussion des militants du Parti.

On lit par exemple dans l'article de Fallas : « Nous sommes des révolutionnaires et nous voulons abattre le régime issu du 13 mai ». Cette formule est très ambiguë, dans la mesure où elle semble assimiler la lutte contre la V^e République à la lutte révolutionnaire. C'est vrai en un sens : être révolutionnaires nous conduit à nous opposer à la V^e République, de même que (avec plus de nuances, compte tenu de son caractère légèrement plus démocratique), cela nous avait conduits à nous opposer à la IV^e République. Mais je trouve étonnant d'entendre parler si souvent de « révolution », alors que les seuls exemples que l'on nous donne d'actions « révolutionnaires » sont la lutte contre le gaullisme. Comme s'il n'y avait pas beaucoup d'anti-gaullistes qui sont simplement des démocrates sincères et qui, demain, ne seraient pas d'accord avec nous pour orienter la lutte vers l'instauration du socialisme : certains radicaux ont voté « non » au référendum pour des raisons de « gauche », ça ne les transforme pas en « révolutionnaires ».

Mon propos n'est pas de développer ici ce qu'est une action « révolutionnaire », mais de souligner l'importance de ne pas tromper les gens par les étiquettes : c'est de cette forme de démagogie que crève lentement la démocratie, par le biais de l'apolitisme, du dégoût pour la « chose publique » qu'elle engendre dans les masses, et du retour à l'individualisme et à la promotion individuelle.

(1) Historien marxiste connu, membre du P.C.F.

CAMPAGNE DE DIFFUSION
POUR LES « CONFORTABLES »

Tous les responsables de la diffusion à quelque échelon qu'ils appartiennent ont aujourd'hui entre leurs mains le « TRACT DE DÉFRICHAGE ».

Ce petit papier, au nom barbare, peut contenir de la poudre. Il n'est qu'à penser à une cité H.L.M. envahie par une nuée de ces feuilles. Les bons petits « confortables » — ceux qui n'attendent plus rien que la voix du grand « Charles » pour comprendre les événements et y participer — hésitent à jeter les yeux sur ce papier.

TRACT DE DÉFRICHAGE

Tract de présentation de
TRIBUNE SOCIALISTE
dont vous pouvez immédiatement
passer vos commandes.

Déposé dans les boîtes aux lettres, il annoncera votre passage.
Distribué aux sorties d'usines ou aux portes de métro avant une vente, il fera connaître notre journal (et notre parti) et facilitera le premier contact.

Participation aux frais : 1 NF le cent.

« Quoi ! — s'écrie l'un d'eux — n'ai-je pas la voix de X, le visage de Y, qui, à longueur d'ondes, m'inculquent la seule façon de ne pas penser aux « affaires politiques » ? Existe-t-il autre chose aujourd'hui que les mariages princiers de souverains sans royaume, que la vie amoureuse des artistes sans talent, que les hold-up de gangsters sans ambition ? On m'a bien dit que les blousons noirs

sont des voyous, la famine une catastrophe naturelle, la guerre d'Algérie le fait d'une poignée de rebelles, la mort de Lumumba la vengeance d'une tribu. Pourquoi lirai-je un journal qui cherche à m'ouvrir les yeux sur les grands méfaits de la presse des milliardaires, de la radio qu'ils osent soupçonner de parti-pris ? »

Et notre bon « confortable » laisse le papier sur le buffet.

C'est sa femme qui le trouve le lendemain en « faisant la poussière ».

Tout lui tombe à la fois sous les yeux : question ouvrière, paix en Algérie, écoles, colonels, logements...

Et elle pense, notre chère maman « confortable ». Elle pense au bœuf qu'elle n'a pas pu suivre, aux artichauts qu'elle n'a pas achetés, au chocolat de sa fille dont elle a réduit la portion sans qu'il en paraisse, à tous les livres de son « dernier » qui la ruinent... elle songe... elle songe à son fils militaire parti pour une guerre dont on ne parle plus.

Et la mère, au repas du soir, au lieu d'allumer la « Télé » : « Qu'est-ce que c'est que ce PSU dont on parle là-dessus ? »

Le dimanche suivant, à onze heures, deux camarades expliquaient aux « confortables » pourquoi il fallait se battre tous ensemble pour la négociation, comment on pouvait espérer résoudre la crise du logement, avec qui on pouvait construire une société plus forte, que le combat était difficile...

Nos deux camarades leur ont laissé Tribune Socialiste ; ils ont promis qu'ils reviendraient... ils s'étaient fait des amis.

Voilà pourquoi cette feuille peut contenir de la poudre.

ENVOIS D'ESSAI GRATUITS

Liste de noms et d'adresses de personnes à qui vous pourriez faire des envois d'essai gratuits de « TRIBUNE SOCIALISTE ».

1^o M (prénom)

Adresse

.....

2^o M (prénom)

Adresse

.....

3^o M (prénom)

Adresse

.....

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM

Prénom

Adresse

.....

déclare souscrire un abonnement de :

Soutien 30 NF

Un an 19 NF

6 mois 10 NF

3 mois 5 NF

54, Bd. Garibaldi - PARIS (15^e) C.C.P. 58-26-65

ENVOI GRATUIT de PROPAGANDE

Je désire faire connaître Tribune Socialiste autour de moi et vous demande en conséquence de me faire parvenir exemplaires pendant quatre semaines (maximum 5 ex.)

à l'adresse suivante :

M (prénom)

.....

.....

.....

.....

.....

DISCUSSION

Raymond BADIOU : Pour un parti vivant et fort...

APRES une année d'existence, le P.S.U. va préciser son programme, ses buts prochains ou lointains, et rechercher l'organisation la plus efficace pour ses structures.

On parle beaucoup de parti « de type nouveau ». Tout le monde, en effet souhaite que le P.S.U. ne ressemble pas aux « vieux partis » dont nous connaissons bien les tares. Mais s'agit-il d'une question de structure administrative, ou d'une question de comportement politique, voire de morale politique ? S'agit-il de la forme du

« contenant », ou de la nature du « contenu » ?

Certes, une structure judicieuse peut améliorer notre « vie quotidienne », éviter des conflits, et favoriser le développement du parti : la Section ne doit pas être forcément « géographique » ; elle doit grouper des camarades qui ont « quelque chose en commun », et ce n'est pas obligatoirement le lieu de leur résidence. Il existe à Toulouse deux sections d'étudiants qui ont une vie intense ; et je me réjouirais, le jour où j'appren-

drais qu'une section du personnel de Sud-Aviation vient de se constituer. Je ne crains pas du tout que de telles sections fassent preuve de « particularisme » ; et, au demeurant, je préfère une section un peu « particulariste », à une section amorphe.

Par contre, je ne vois pas du tout comment la création de « groupes », qu'ils soient « de quartiers », « de jeunes », ou « d'entreprises », adhérant « collectivement » à la section communale, pourrait renforcer le Parti. Toute organisation compliquée me

paraît à rejeter, et la multiplication — sur le papier — de « groupes » ou de « commissions » n'a aucun rapport avec une activité réelle.

Que le Parti ait donc, d'abord, des sections vivantes ; que leurs animateurs ne dispersent pas leur activité ; et que les militants ou les adhérents formés dans les sections apportent dans les groupements extérieurs auxquels ils peuvent appartenir, l'« esprit du P.S.U. » : c'est cela la vie et l'efficacité de notre Parti. Que l'on songe d'ailleurs aux difficultés que comporte la mise en train et la conduite d'une section : découverte d'un local, où les camarades aient plaisir à se retrouver, petit secrétariat, préparation des réunions, etc... ; et l'on comprendra que, dans la plupart des cas, on ne puisse rien demander d'autre aux animateurs locaux.

A l'échelon « fédération », il faut aussi se garder de multiplier les « commissions » aux compétences diverses... Les archives des vieux partis débordent de « décisions » créant des commissions, alignant des noms, précisant des attributions... ; mais elles ne débordent pas de comptes rendus d'activité réelle des dites commissions ! Pour la plupart de nos Fédérations, il est « nécessaire et suffisant » d'avoir une bonne commission exécutive, se réunissant effectivement à intervalles réguliers : le jour où les circonstances l'exigent, et surtout le jour où se révèle l'animateur capable de « faire marcher » une commission agricole, ou une commission de l'enseignement, etc..., la commission se crée toute seule, et elle « marche ».

Je souhaite donc que le Congrès n'impose pas aux Fédérations l'existence théorique d'organisations non moins « théoriques », mais qu'il mette l'accent sur l'importance d'une Commission Exécutive vivante et vigilante.

Je suis, par contre, tout à fait d'accord avec les camarades qui contestent la validité du cadre départemental, et qui souhaitent son élargissement. J'applaudis donc à l'idée des « groupements régionaux ». Là encore, c'est le « quelque chose de commun » qui compte : bien des Fédérations, encore faibles, auront grand intérêt à « s'accrocher » aux Fédérations plus fortes qui siègent dans les « capitales régionales » ; et, d'ailleurs, Montauban est plus proche de Toulouse que St-Gaudens, aussi bien sur le terrain géographique que sur le terrain économique ou politique. Que le Congrès encourage donc les groupements régionaux, avec le maximum de souplesse, et qu'il invite les Fédérations à sortir des limites trop administratives et... électorales du département : c'est aller dans le sens de l'histoire !

Voilà pour le « contenant ».

Pour le « contenu », c'est bien autre chose ! Et c'est sa « nature » qui décidera de la « nouveauté » de notre Parti. Le Parti sera « jeune » s'il compte beaucoup de jeunes adhérents. Et il sera « fort », si ses membres sont à la fois convaincus, tolérants, et... disciplinés. Je ne m'entendrai pas sur ce dernier point : nous n'avons, certes, aucune envie d'imiter le parti communiste, où les décisions de quelques dirigeants font la loi, et aboutissent aux « purges ». Mais la démocratie dans le Parti ne doit pas aboutir à la confusion et à l'impuissance : les décisions de la majorité doivent être la loi pour tous.

Enfin, le P.S.U. devra, comme tout parti socialiste, avancer entre deux écueils : le « gauchisme » et l'« opportunisme ». Nous les avons déjà aperçus, l'un à propos de l'aide directe au F.L.N., l'autre à propos du référendum. Ils se représenteront certainement, et le Parti devra les éviter, s'il ne veut pas se dessécher dans l'irréalisme, ou sombrer dans quelque molletisme. S'il sait le faire, il apparaîtra bientôt, dans la politique française, entre un Parti Communiste devenu « attentiste », et une S.F.I.O. devenue « radicale », comme le seul parti vraiment « vivant et fort ».

Marcel PÉNIN :

Pour un parti vraiment socialiste

DANS la préparation du Congrès, il est souhaitable que les sections et Fédérations complètent et modifient le projet de résolution du C.P.N., développent les points principaux qui déterminent la ligne politique du Parti, le style de son action, l'évolution de ses structures.

Sans anticiper sur les propositions des camarades, il est possible d'affirmer des positions de principe capables d'orienter la discussion et de permettre au besoin la détermination des courants qui, s'ils doivent coexister dans le Parti, n'ont rien à gagner à la confusion.

Le « Projet de résolution » a le mérite de proposer une solution socialiste à la crise du capitalisme français.

Le « Front socialiste » est une idée neuve qui peut rassembler les masses populaires, il doit être le cadre où se regrouperont militants et organisations syndicales et politiques des producteurs, tous ceux qui sont concernés et peuvent participer à la construction du Socialisme.

Il s'oppose à l'idée que la seule action parlementaire peut permettre la transformation socialiste de la société, ou qu'il suffit de changer les institutions, ou encore de faire appel à des « chefs prestigieux » à la tête de l'exécutif. Il ouvre la perspective de déterminer dans l'action, les formes démocratiques d'un socialisme adapté à un pays économiquement développé et politiquement évolué.

Mais, des lacunes et imprécisions graves affaiblissent la portée de ce texte, permettent des interprétations contradictoires, masquent le caractère nécessairement révolutionnaire de nos perspectives.

Si notre parti veut attirer à lui les dizaines de milliers de jeunes ou d'anciens militants déçus, qui attendent encore pour le rejoindre, de le voir se définir sans équivoque.

S'il veut continuer à peser, et d'un poids déterminant, sur l'évolution de la crise intérieure du P.C. qui à terme, laisse espérer un bouleversement des structures et des conceptions archaïques du mouvement communiste français, notre Parti doit éviter toute ambiguïté qui peut laisser croire encore que, sous une terminologie nouvelle, nous cachons de vieilles illusions réformistes condamnées par l'expérience, ou que sous des phrases révolutionnaires, nous masquons l'abandon des principes essentiels du socialisme.

En premier lieu, il importe d'introduire clairement dans notre théorie et notre pratique, la notion de lutte de classes sans laquelle, nos résolutions perdent toute signification révolutionnaire, et nos alliances et tactiques, toute efficacité.

La structure des classes sociales, s'est certes profondément modifiée en France :

— Concentration des moyens économiques et financiers essentiels dans les mains d'une bourgeoisie plus efficace bénéficiant de possibilités de ma-

nœuvre et d'évolution qui lui ont permis de surmonter les contradictions de la période d'après-guerre, et peuvent encore lui permettre de surmonter les difficultés de la décolonisation ; rendant ainsi, encore plus fausse l'idée simpliste que le capitalisme en France peut mourir de ses seules difficultés intérieures et sans que se dressent contre lui, une classe solidement armée pour le combattre et le vaincre.

— Caractère de plus en plus parasitaire d'une petite bourgeoisie « poujadiste » remuante, mais condamnée aussi bien par l'évolution du capitalisme que par la perspective socialiste. D'un autre côté, se développe surtout dans les grands centres, une nouvelle couche petite bourgeoise, parasitaire elle aussi... mais liée au développement du capitalisme moderne, des grandes entreprises en particulier. Cette nouvelle catégorie sociale, « cliente » directe du grand capital, devient la principale base de masse de celui-ci, avec ce qui reste de la bourgeoisie commerçante et une partie encore importante des « professions libérales ».

Mais en face de ces transformations qui traduisent une adaptation du capitalisme aux réalités nouvelles, on assiste à un élargissement très important de la classe des producteurs que leur intérêt matériel, comme leur avenir et les impératifs de leurs techniques, orientent vers le socialisme.

Face au capitalisme, et aux technocrates qui souhaitent le prolonger en le « rénovant », le front socialiste peut grouper avec la classe ouvrière classique les paysans progressistes, les techniciens, les intellectuels, tous les cadres qui du fait de leur technicité, de leur importance accrue dans la vie de la nation sont de plus en plus indépendants de la classe dirigeante, et qui de ce fait ne doivent plus être considérés comme seulement compagnons de route ou alliés du prolétariat.

L'évolution politique du milieu étudiant depuis trente ans, malgré le maintien de sa composition sociale, caractérise à l'évidence cette évolution.

C'est une raison de plus pour écarter la pratique stalinienne de la dictature d'une fraction dirigeante d'un parti unique et pour que le P.S.U. recherche et trouve des formes démocratiques mais socialistes et efficaces d'exercice direct du pouvoir par les producteurs.

Cela suppose que la lutte de classes reste le moyen de combat pour le socialisme.

Cela suppose aussi que nous déclarons sans ambiguïté que l'Etat bourgeois est un Etat de classes, qu'il ne suffit pas d'occuper le pouvoir mais qu'il faut détruire cet Etat.

Cela suppose encore que l'Etat socialiste qui doit le remplacer sera lui aussi un Etat de classes, pendant toute la durée de la « transition » et vraisemblablement par-delà même cette période.

Partant de ce principe, nous souhaitons que sections et fédérations précisent dans leurs résolutions :

a) Le caractère du régime gaulliste dans ses rapports avec la guerre d'Algérie, mais aussi, indépendamment de celle-ci, comme forme actuelle du pouvoir de la bourgeoisie.

b) Le programme de transition considéré comme moyen de briser les structures de l'Etat bourgeois et de développer par le moyen de conseils d'entreprises et de comités populaires, entre autres, le pouvoir direct des producteurs.

c) Les structures et institutions d'un Etat socialiste ou les organismes de démocratie directe, de gestion et d'appropriation des entreprises, de coopératives paysannes, devront plus que les formes parlementaires, assurer la construction et la défense de l'Etat socialiste.

d) Le rôle du P.S.U. dans le front socialiste, ce dernier ne pouvant être considéré comme la seule juxtaposition d'organisations syndicales ou politiques existantes mais comme un rassemblement dynamique attirant les inorganisés, faisant éclater les cadres préétablis ; ce qui suppose que notre parti, par son influence, sa pression constante, en apparaisse comme l'élément moteur et dirigeant.

e) Le style et les structures du parti qui doit s'orienter vers un recrutement massif, en premier lieu dans la classe ouvrière et la jeune paysannerie ; ce qui nécessite des formes adaptées à l'action dans ces différents milieux : découpages des régions et fédérations, groupes locaux, sociaux professionnels et, en premier lieu, sections d'entreprises qui devront permettre une action plus efficace, une propagande plus directe que les seules sections d'arrondissements ou de localités.

f) Relancer l'action contre la guerre d'Algérie et, dans la perspective de la continuation de la lutte comme dans celle de la paix négociée, en finir en France même avec la ségrégation raciale de l'immigration algérienne ; pour cela nouer les contacts avec ses organisations syndicales et politiques, envisager et préparer les actions communes nécessaires.

g) Lutter pour une politique de paix par le désarmement et la fin de la politique des blocs. Préconiser le désengagement de la France qui, d'alliée plus ou moins honteuse d'un camp impérialiste, doit devenir un élément déterminant parmi les nations refusant que la paix soit assurée seulement par l'inquiétant équilibre de la force et de la terreur atomique.

Sur ces bases, complétant la résolution du C.P.N., doit pouvoir s'affirmer dans les sections et fédérations une majorité du parti, socialiste et révolutionnaire. Elle développera un programme clair et des propositions d'action efficaces.

De ce travail préparatoire dépend la clarté de notre premier congrès, la solidité de nos positions politiques et les résultats de notre action.

La révolution tunisienne

par Alain SAVARY

INVITE par le Président Habib Bourguiba, je viens de passer une quinzaine de jours en Tunisie. Il ne s'agissait pas, est-il besoin de le dire, d'une mission officielle ou officielle. Il s'agissait de répondre à une invitation qui me permettait de revoir des amis et de visiter un pays où j'avais été pour la dernière fois, en 1953. La cause tunisienne méritait qu'on s'y attache, ne fut-ce que pour permettre à un peuple de recouvrer sa liberté, sa dignité et sa cohésion. Un tel objectif justifiait à lui seul l'action qu'ensemble nous avons menée. Robert Verdier, Pierre Mendès-France, Charles-André Julien, Jean Rous, Oreste Rosenfeld et tant d'autres, pendant des années. Pour cette action nous ne demandions ni félicitation ni reconnaissance, car elle correspondait à l'accomplissement d'un devoir socialiste. Certes nous y avons mis aussi notre cœur et tout témoignage d'amitié qui vient aujourd'hui de Tunisie nous touche profondément. Nous l'avons fait aussi en tant que Français avec le sentiment que cette action pour la nation tunisienne, loin de nuire à la France, correspondait aussi à la notion de grandeur française, telle que des hommes de gauche peuvent la concevoir. Aider une nation à s'émanciper c'est servir la France et non pas la trahir; telle était et demeure notre conviction.

Pour moi, revoir la Tunisie, c'était de surcroît vérifier certains postulats selon lesquels l'individu ne pouvait trouver la liberté personnelle et l'affranchissement économique que dans le cadre de sa nation libérée. Une tutelle étrangère ne pouvait pas permettre la libération de l'homme. La lutte contre l'obscurantisme religieux, les chaînes sociales traditionnelles et les inégalités de toutes sortes, ne pouvait être pleinement menée qu'une fois la lutte nationale terminée, le champ étant libre pour la révolution. D'une part en effet, la révolution ne pouvait être menée par l'étranger même bien disposé alors qu'il était lui-même engagé dans le maintien de sa domination. D'autre part, les nationalistes pendant la phase de la lutte pour l'indépendance étaient amenés à des alliances de type « Front National » groupant progressistes et conservateurs et ne pouvaient envisager de demander au peuple des sacrifices que lorsque ce peuple saurait qu'il consent ces sacrifices pour lui-même et non pas pour un système d'essence coloniale.

Il restait donc à voir si le mouvement national avait su se poursuivre sur le plan de la révolution et ne pas s'endormir au lendemain de l'indépendance. Avait-il répondu aux détracteurs qui prétendaient que l'indépendance amènerait le règne de l'incompétence, de la féodalité, de la xénophobie et de l'arbitraire ? Avait-il été fidèle aux promesses faites à l'époque de la lutte ? Telles étaient les questions que je me posais. Je me gardai de prétendre que nous avons à cet égard des droits à exercer ou des comptes à demander mais je souligne qu'il était important pour tous ceux d'entre nous qui s'étaient en fait portés garants vis-à-vis de l'opinion française de ce que serait l'évolution tunisienne, il était important de voir si notre promesse avait été tenue.

Tout ce que j'ai vu me permet de dire qu'elle l'a été pleinement. Malgré les difficultés de tous ordres, malgré la pauvreté naturelle du pays, malgré la guerre d'Algérie et ses prolongements sur le sol tunisien, malgré des dissidences sanglantes, une œuvre considérable a été entreprise pour la renaissance d'un peuple et d'une nation.

Si l'on considère ce qui a été fait pour l'individu, il faut relever les différentes réformes apportées au code de statut personnel : mariage, divorce, polygamie, etc... réformes qui bouleversent heureusement la condition de la femme.

Il faut souligner la position sans précédent prise à l'endroit du problème du Ramadan, position révolutionnaire et courageuse qui pourrait avoir des conséquences profondes dans tout le monde musulman. Habib Bourguiba l'a définie ainsi dans son discours du Moulded du 3 septembre 1960 :

« De même, nous n'avons pas hésité cette année — alors que nous

nous trouvons engagés dans un combat suprême contre le sous-développement et dans le but d'assurer aux Musulmans progrès, sécurité et puissance, et de leur permettre de se joindre au concert des nations évoluées et fortes. Nous n'avons donc pas hésité à l'occasion du Ramadan à préconiser une extension des dispenses du jeûne et une interprétation rationnelle du but et des efforts de cette pratique qui, s'écartant des principes intangibles et des notions fondamentales de la religion, a été dénaturée par l'apport de mauvaises habitudes au point de devenir une entrave, un alibi à la paresse, un facteur de régression pour le Musulman et un obstacle à la pensée libre et à toute action créatrice. »

La scolarisation sera complètement réalisée dans huit ans. Quelques villes l'ont déjà pleinement accomplie. A ce propos rendre hommage aux enseignants français n'est pas une clause de style. Ils sont plus de trois mille à apporter leur contribution à cette entreprise dans des conditions difficiles puisque la plupart d'entre eux ont la responsabilité de deux classes.

La mise au travail est également un fait capital et l'aspect formateur des chantiers de lutte contre le sous-développement mérite d'être souligné. Leur rôle économique est certain (lutte contre l'érosion des sols, construction de routes, de maisons, plantations d'arbres, etc.) mais il est tout aussi important en matière humaine puisque tout homme de 18 ans à 55 ans y est admis et qu'ainsi des hommes qui n'avaient jamais travaillé faute d'emploi, sortent de la déchéance et de la misère.

La « dégourbification » a aussi son rôle social. A l'intérieur, en pleine campagne, autour d'un puits nouvellement creusé, au milieu de terres nouvellement exploitées, qu'elles proviennent de biens habous, de biens domaniaux ou de terres collectives, des milliers de familles qui ne connaissaient jusqu'alors qu'une vie médiévale sous la tente ou dans des gourbis, sont installées dans des maisons. Des arbres sont plantés par millions, des ressources sont créées, agricoles ou industrielles. En fait une société nouvelle est en train de naître.

Certes des erreurs ont été commises, des options demeurent à prendre, l'autorité, nécessaire à mes yeux, bouscule certaines habitudes et certains droits, mais les progrès sont incontestables. L'économique devrait très vite étayer le social car l'importance du facteur production n'a pas toujours été suffisamment comprise. A cet égard il est heureux que l'accent ait été mis récemment sur la nécessité de la planification.

En ce qui concerne le sort des Français habitant la Tunisie, de nombreux problèmes demeurent posés. Leur solution dépend tout autant du gouvernement français que du gouvernement tunisien. C'est à la France en effet qu'il appartient de faire un effort pour assurer en métropole l'établissement des catégories sociales dont le maintien en Tunisie est compromis par l'évolution des choses : commerçants dont l'activité était liée à la présence des garnisons françaises, colons qui se livraient aux cultures céréalières alors que des utilisations plus rationnelles du sol et de l'eau permettraient à de plus nombreuses familles tunisiennes de trouver leur subsistance, petites industries peu compétitives, ou qui ne vivaient qu'en raison de privilèges dus au protectorat. Ces problèmes sont solubles. Dès aujourd'hui il importe de constater que sur le plan humain la « coexis-

tence » est réalisée. L'ordre public est parfaitement assuré. Il n'y a pas de racisme à rebours, ni de brimades systématiques. En ce sens on peut dire que ce qui se passe en Tunisie a une valeur exemplaire et pourrait démontrer à l'Algérie qu'à condition de regarder les problèmes en face, en par-

ticulier les problèmes démographiques et économiques, et si l'on accepte que la décolonisation soit considérée comme une chose commune par l'ancien colonisé et l'ancien colonisateur, des drames humains peuvent être évités et une œuvre accomplie dont des socialistes et des démocrates peuvent être fiers.

Le mérite essentiel en revient à Habib Bourguiba et à ses compagnons du Destour. Je veux ici les en féliciter et les en remercier.

Patrice LUMUMBA

DEUX hommes, cette semaine, ont signé leur propre condamnation. L'Afrique, où l'on croit pourtant d'habitude aux vertus des palabres, ne leur pardonnera pas la mort de celui qui symbolisera sa lutte pour la liberté, Patrice Lumumba.

Ces hommes ont nos noms Tschombé, l'exécuteur des basses œuvres, Kasavubu, l'individu qui vendit au précédent son prisonnier pour quelques millions de francs belges, Mobutu, le « général » qui élimina du pouvoir par la force le seul premier ministre régulièrement investi par un Parlement que le Congo ait jamais connu.

Mais les Tschombé, les Kasavubu, les Mobutu, sont-ils les seuls responsables ? En apprenant la mort de Lumumba, le chef d'Etat le plus pondéré peut-être du monde, le Président Nehru, a simplement déclaré que l'assassinat qui venait d'être commis était imputable à des gens très haut placés.

Et certes, ils sont beaucoup plus haut placés dans notre hiérarchie sociale que leurs méprisables marionnettes, ceux qui peuvent se flatter d'avoir sur la conscience la mort de Lumumba. Leurs mains sont blanches et ils peuvent se sentir encore en sécurité : ils ne sont rien d'autre que d'honnêtes hommes d'affaires alliés à de respectables hommes de gouvernement. Ils ont seulement décidé — une fois pour toutes, croient-ils — qu'il n'y aurait pas de Congo, et surtout pas cette abomination de Congo lumumbiste.

Lumumba, c'était le nationaliste qui savait que toute indépendance est dénuée de signification si elle n'est pas aussi économique. A long terme, c'était la nationalisation au profit du peuple congolais de cette Union minière du Haut Katanga qui concentre en quelques mains le plus clair des richesses du pays.

Tout a été mis en œuvre pour barrer une telle évolution. Le sabotage de l'indépendance congolaise, l'éclatement du pays ont été prévus et réalisés magistralement dans la bonne tradition de la « politique des rois nègres » : Kasavubu, Tschombé, Kalondji, ont été sciemment encouragés à leurs séparatismes impuissants. Lumumba lui-même, s'il avait voulu, aurait pu se contenter de la Province Orientale où sa popularité était sans bornes. Seulement voilà : il avait flairé le piège et sa passion, quelles qu'aient pu être ses erreurs, était l'émancipation et la prospérité de son peuple.

Contre ses anciens compagnons personnellement repus de quelques miettes belges, il se fit le champion de l'unité du peuple congolais.

Il en est mort. Ne reculant devant aucun sacrifice, les honnêtes financiers ont armé leurs serviteurs, ils ont entrepris de rassembler à prix d'or une clique internationale de soudards fascistes et ils ont fait tuer Lumumba.

De leur point de vue, il était temps. Réveillé de sa misérable torpeur, le peuple congolais s'est lancé dans une révolution qui paraît n'avoir aucune autre issue possible que l'unité par l'éviction des hommes de l'Union Minière et l'instauration d'une économie socialiste. Sentant le vent tourner, les Etats-Unis étaient enfin disposés à s'entendre avec les Soviétiques pour réclamer la libération de Lumumba avant que ses amis ne se soient définitivement détournés de l'Occident. Un large courant de sympathie se des-

sinait du reste à l'O.N.U. en faveur d'une telle mesure.

Pourtant, il est assez évident que le calcul se retournera tôt ou tard contre ses auteurs. Rien ne pourra éviter l'émancipation de la totalité du continent africain, et surtout pas la création de martyrs. Mais il existe, plus nombreux qu'on ne croit, des hommes assez imbus de théories fascistes pour imaginer qu'avec l'argent, avec la propagande, avec le feu, ils arriveront à stopper le cours de l'histoire.

Et c'est ici que ce lointain drame congolais nous concerne, nous Français. Les gens qui, en faisant tuer Lumumba ont choisi d'entrer en guerre contre l'Afrique, sont les proches parents de ceux qui ont fait empoisonner le leader camerounais Mounié en



(Agip.)
Pour Lumumba, la colère du monde entier.

Suisse, de ceux aussi qui ont fait poignarder M^{re} Popie à Alger. Des intérêts sordides les animent et ils ne reculent devant rien pour les satisfaire. Chez nous, ils disposent de la bienveillance d'un pouvoir qui confond le traître de sabre Trinquier avec un instrument du rayonnement français, et qui a versé une larme de crocodile sur le sort de Lumumba après avoir annoncé au Conseil de Sécurité qu'il opposerait son veto si besoin était à toute décision de libération du prisonnier.

Qu'on ne s'y trompe pas : la méthode de l'assassinat politique revient à l'honneur. Tout silence de notre part est un encouragement aux meurtriers qui, eux, savent bien que leur action n'est pas limitée par la géographie.

Michel CLAIRET

— Directeur-Gérant : Roger CERAT —

Imprimerie René-Boulanger
60, rue René-Boulanger, PARIS-10^e

— Travail exécuté —
par des ouvriers syndiqués